



Bonjour Staff, voici votre e-revue juridique hebdomadaire IP World.

IP World offre désormais la signature électronique 100% sécurisée (Adobe Sign) à chacun de ses abonnés. C'est simple et très efficace, [cliquez-ici pour en profiter](#).

Audiovisuel | Cinéma

Nouvelle aide Covid aux télévisions et radios locales

Le Décret n° 2020-1835 du 10 avril 2020 a mis en place un dispositif de soutien à la diffusion hertzienne terrestre de services de télévision à vocation locale et de radio affectés par la propagation de l'épidémie de covid-19. Il crée une aide qui vise à soutenir certains services de télévision à vocation locale et de radio dont les recettes, notamment publicitaires, ont été affectées par la crise sanitaire



Lire

Droit de réponse audiovisuel : Danièle Obono c/ Eric Zemmour

Le changement de ligne éditoriale ne justifie pas un licenciement

Aucune disposition réglementaire ne consacre en matière de journalisme un droit discrétionnaire à la rupture par l'employeur lorsqu'il souhaite modifier sa ligne éditoriale et rechercher de nouvelles plumes (pigistes). En cas de rupture fautive, le pigiste a également le droit à un rappel de salaires pour les périodes où son employeur ne l'a pas sollicité.



Lire

Les mentions obligatoires du Contrat de pige



L'employeur d'un pigiste n'a pas à lui appliquer l'article 20 de la convention collective des journalistes, imposant la remise, dès l'embauche, d'une lettre stipulant l'emploi, la qualification professionnelle, la convention collective applicable, le barème de référence,

Lire

Indemnité spécifique de licenciement du journaliste

Il n'y a pas lieu de distinguer là où la loi ne distingue pas : les dispositions des articles L7112-3 et L7112-4 du code du travail sont applicables aux journalistes professionnels au service d'une entreprise de presse quelle qu'elle soit. En conséquence, l'indemnité spécifique des journalistes



Lire

Dénigrement de marque par un consommateur



La liberté de s'exprimer du consommateur mécontent d'un achat a pour limites l'abus dans l'expression.

Lire

Propriété intellectuelle

Transiger avec un auteur-compositeur : l'écrit plus sécurisant

Le compositeur de musique et artiste-interprète de la chanson générique de la série télévisuelle 'L'amour en héritage' a obtenu de faire écarter une transaction « conclue » avec un producteur de musique.

Lire



Conservation fautive des bandes mères



La rétention par un producteur de musique de bandes mères sur lesquelles il savait ne pas avoir de droit et dont il ne contestait pas qu'un auteur-compositeur en était le légitime propriétaire, caractérise une faute au sens des dispositions de l'article 1240 du code civil et ouvre droit à la réparation du préjudice qui en est résulté.

Lire

Originalité du logo des Rolling Stones

Dans le cadre d'une saisie en douane d'écussons portant le logo réalisé par John Pasche pour les Rolling Stones la juridiction a retenu l'originalité du logo sur le terrain des droits d'auteur mais également de son caractère notoire sur le volet du droit des marques.

Lire



Pénalités contractuelles de la SACEM validées en référé



S'il n'entre pas dans les pouvoirs du juge des référés de modérer une indemnité qualifiable de clause pénale au sens de l'article 1231-5 du code civil comme le sont les sommes qualifiées de pénalités et toutes indemnités forfaitaires, le juge des référés ne peut néanmoins que les appliquer au cas où la clause est rédigée en termes clairs et il lui est possible d'allouer une provision sur le montant non contestable de la clause pénale lorsque la dette n'est pas sérieusement contestable

Lire

Fausse déclaration de chiffre d'affaires à la SACEM

En matière de déclaration de chiffre d'affaires à la SACEM, une attestation comptable mensongère ne fait pas courir la prescription quinquennale à l'égard d'une demande en paiement de la SACEM. Une telle prescription ne court pas lorsque la créance, même périodique, dépend, comme en l'espèce, d'éléments qui ne sont pas connus du créancier et résulte des déclarations que le débiteur est tenu d'effectuer.



Lire

Protection des confectons en Wax



Les idées sont de libre parcours. Une société ne peut revendiquer un droit privatif sur l'idée d'associer plusieurs tissus de type africain 'wax' à des formes classiques. Il appartient à celui qui en réclame la protection de déterminer les modèles sur lesquels il revendique un droit d'auteur.

Lire

Propriété des supports photographiques

La qualité de propriétaire du support matériel est reconnue à celui qui en a assuré le paiement et/ou la fabrication.

Lire



Artiste-Auteur : quelle couverture AT/MP ?



Par défaut, l'artiste-auteur (photographe) n'est pas couvert contre les risques accidents du travail-maladies professionnelles (AT/MP). Dans ce cas, il bénéficie uniquement de la prise en charge de ses frais de santé aux taux et conditions habituelles des prestations maladie

Lire

Publicité | Marketing

Thématique : Affichage publicitaire,
Publicité | Marketing

La gravité du non-respect des délais de livraison s'apprécie aussi selon la saisonnalité. C'est sans agir de mauvaise foi ou de façon abusive qu'une société ayant commandé des panneaux publicitaires (pour son terrain de golf) a mis fin à trois contrats avec une agence de communication en raison de manquements à ses obligations contractuelles, étant souligné que les délais de livraison avaient une grande importance pour le client, la haute saison de golf s'étendant d'avril à octobre.



Lire

Publicité des avocats au Conseil



Thématique : Publicité | Marketing,
Secteurs réglementés

L'Autorité de la concurrence a rendu son avis au gouvernement sur la liberté d'installation des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation pour les années 2021-2023 (3ème période d'application de la loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques). Les dispositions relatives à la publicité des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation resteraient en l'état.

Lire

Numérique | E-commerce

Généralisation des dispositifs de signalements

L'Arrêté du 17 mars 2021 a étendu aux administrations, collectivités et aux établissements publics relevant de la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, l'obligation de mettre en place un dispositif de signalement qui a pour objet de recueillir



Lire

Encadrement des tarifs d'accès à la boucle locale cuivre



Par Décision n° 2020-1493 du 16 décembre 2020, l'ARCEP a fixé les tarifs du dégroupage total et partiel et de la composante accès de l'accès activé nu et non nu à la boucle locale à destination du marché de masse sur la zone où Orange est soumis à une orientation vers les coûts (pour les années 2021 à 2023).

Lire

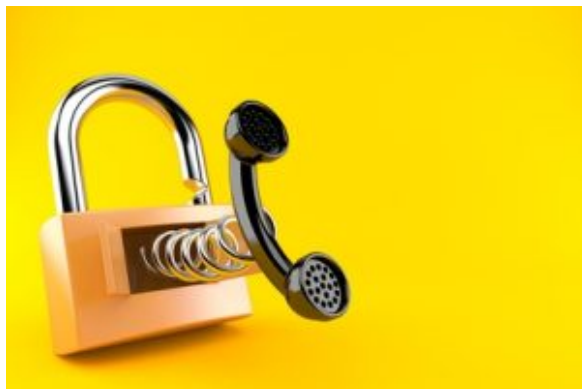
Annoncer son départ par email : attention à la formulation

Le seul fait d'aviser les clients de son ancien employeur de son départ et de son nouvel emploi au sein d'une société n'est pas constitutif d'une faute. Les entreprises destinataires du message de l'ex salarié sont libres de choisir avec qui travailler.

Lire



Prospection téléphonique et assurance : sévère recadrage du législateur



Le nouvel article L. 112-2-2 du Code des assurances a mis en place de nouvelles contraintes concernant la prospection téléphonique portant sur des contrats d'assurance ou de courtage et notamment l'obligation de traçabilité et d'archivage de l'intégralité des communications téléphoniques passées aux prospects, le tout sur deux années.

Lire

Image | Photographie

Preuve de l'originalité : photographie par photographie

Il appartient au photographe d'identifier précisément les photographies éligibles à la protection conférée par le droit d'auteur, de caractériser photographie par photographie leur originalité, ainsi que les actes de contrefaçon photographie par photographie qui lui ont porté préjudice.

[Lire](#)

Photographies de commande : l'originalité difficile à établir



Les photographies réalisées sur les consignes d'un commanditaire sont difficilement protégeables en raison de la marge de créativité réduite du photographe.

[Lire](#)

Qualité d'auteur de photographies : la preuve impossible ?

L'existence d'une cession de droits ne traduit aucune reconnaissance de l'existence d'une oeuvre protégeable par le cessionnaire. Dans les factures de cession de droits, attention à bien identifier les photographies cédées

[Lire](#)

Droit à l'image c/ Droit de propriété



La lutte contre la maltraitance animale ne justifie pas une intrusion dans la propriété d'autrui aux fins de réaliser des vidéos attestant de ces mauvais traitements

Lire

Données personnelles | RGDP

Redéploiement du service Télépoints

L'Arrêté du 24 mars 2021 a mis en place une nouvelle procédure dématérialisée permettant au titulaire du permis de conduire de consulter son solde de points et de télécharger son relevé restreint d'informations. Le texte modifie l'arrêté du 27 juin 2007 autorisant la création du téléservice « Télépoints ». Il intègre la possibilité via le portail « Télépoints » d'accéder



Lire

Traitement automatisé de suivi de la délinquance des mineurs



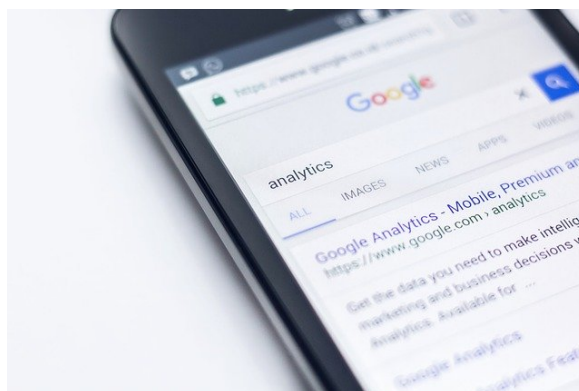
En matière de suivi de la délinquance des mineurs, les traitements se succèdent. L'Arrêté du 7 avril 2021 a mis en place un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « PARCOURS » qui remplace l'application actuelle « GAME » et se substitue en partie à « IMAGES » pour les finalités de suivi des jeunes et décisions judiciaires confiées au secteur associatif habilité de la protection judiciaire de la jeunesse et le contrôle de l'exactitude des factures transmises par les structures associatives.

Lire

Google My Business : le droit d'opposition des professionnels écarté

C'est à nouveau sans succès qu'un professionnel (chirurgien-dentiste) a tenté de faire supprimer sa fiche professionnelle (et les notations et commentaires associés) de Google My Business.

Lire



Spectacles vivants

Cession des établissements de spectacles : l'autorisation du Ministre impérative

Si l'article 3 de l'ordonnance du 13 octobre 1945 soumet, à peine de nullité, les cessions de fonds de commerce d'entreprises de spectacles à une autorisation du ministre chargé de la culture, rien n'interdit que l'irrégularité tirée de l'absence d'autorisation puisse être régularisée postérieurement à l'acte de cession.



Lire

Location de salle de spectacle : l'accord vaut acceptation



L'acceptation d'un devis de location de salle sur des dates précises, engage le promettant. Les conditions d'annulation de la location stipulant une pénalité de 75 % de dédit sur le montant de la location (près de 90 000 euros) ont été jugées opposables au promettant.

Lire

Contrats à Télécharger

Demande d'Autorisation de Travail | Comédien ou Mannequin Mineur

Demande d'Autorisation de Travail d'un Comédien ou Mannequin Mineur. L'engagement d'un comédien mineur est subordonné à une autorisation individuelle. Par exception, l'autorisation individuelle de la direction régionale de l'emploi n'est pas requise si l'enfant est engagé par une agence de mannequins titulaire de la licence d'agence de mannequins et qui a obtenu un agrément lui permettant d'engager des enfants (agrément ...

Lire

Contrat de Pigiste Audiovisuel

Modèle de Contrat de Pigiste pour l'Audiovisuel (Journaliste Reporter d'images). Le Producteur a pour activité, entre autres, la collecte, le traitement, la synthèse, la mise en forme et la fourniture à titre professionnel de tous éléments d'informations écrites, photographiques et/ ou audiovisuelles ayant fait l'objet sous sa propre responsabilité d'un traitement journalistique, à des diffuseurs du secteur audiovisuel. Le ...

Lire

QR Juridiques

Diffusion d'oeuvres audiovisuelles : quel mécanisme de gestion collective ?

Diffusion d'oeuvres audiovisuelles : quelles sont les règles applicables ? Qui assure la gestion collective ?

Lire

Artistes-Auteurs : quel régime social ?

Quel est le régime social applicable aux Artistes-Auteurs ?

Lire

Comédien et mannequin mineur : quelles formalités d'embauche ?

Comédien et mannequin mineur : quelles sont les formalités d'embauche ? Qui est compétent ? Quelle autorisation préalable ?

Lire

[Désinscription](#) | [Gérer mon abonnement](#)

Une question ? Un juriste vous répond

08 90 32 63 01

Service 0,80€ /min
+ prix appel

Questions / Réponses juridiques de la semaine